

Ce texte est un résumé partiel sur la situation de la guerre en Libye, il est rédigé dans le but de préparer des réunions pour organiser une réponse populaire à l'engagement français dans ce conflit. Par ailleurs, un groupe de liaison est en train de se mettre en place en France et à l'étranger pour nous permettre de réaliser une revue de presse quotidienne de journaux de différents pays. Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues pour nous aider dans ce travail ingrat mais indispensable à la réalisation d'une ligne politique cohérente dans un contexte où le chauvinisme et le militarisme vont croître de plus en plus dans nos pays.

Libye, la révolution assassinée. Par Moulay Siba.

La guerre qui vient de débiter en Libye signe la fin provisoire des perspectives révolutionnaires du « printemps arabe ». L'intervention air-sol des forces militaires occidentales n'est en aucun cas une mesure « humanitaire » pour sauver des « civils » de la folie meurtrière du colonel Kadhafi, feu notre ami, mais bien une ruée impérialiste pour le contrôle des ressources pétrolières du pays, ainsi que l'établissement au Maghreb d'un régime ultra-favorable aux intérêts des capitales occidentales, et capable de stabiliser la région face aux soulèvements populaires qui s'y déroulent. D'ores et déjà des « équipes » travaillent sur le terrain, et les perspectives d'une intervention terrestre, sauf négociation *in-extremis* du régime deviennent chaque jour plus évidentes.

La campagne de propagande qui déferle dans les médias, le soutien quasi-unanime de tous les partis politiques à l'attaque militaire, et le flou volontairement entretenu autour de la constitution et des projets du Conseil National Transitoire Libyen sont de nature à paralyser la contestation populaire de cette guerre dans les pays occidentaux, tandis que la prise en otage des libyens entre deux fractions armées de la bourgeoisie est cyniquement orchestrée pour permettre l'attaque militaire d'un Etat qui n'a en aucun cas agressé militairement l'un des pays qui le bombardent aujourd'hui.

Alors que dans un premier temps, la mobilisation populaire s'opposait aux réformes libérales en cours en Libye, et revendiquait plus de libertés politiques, l'émergence d'un gouvernement parallèle, armé par l'Egypte, et soutenu par les occidentaux menace la poursuite d'un mouvement qui se trouve de fait rendu invisible, et qui sans armement n'a plus qu'à rallier l'un des deux camps ou à disparaître.

Qui sont les personnes qui dirigent ce CNT ? Quelle est leur légitimité dans la direction d'une telle entreprise ? Quelles sont les vues politiques de ces « révolutionnaires », majoritairement issus de la classe dirigeante libyenne ? Le monde du 5 avril reconnaît qu'officiellement seul un tiers de ses membres ont révélé leur identité, pour des questions de sécurité...

Dès le 17 février, le comité se met en place et nomme Moustapha Abdel-jalil à sa tête. C'est l'ancien ministre de la justice libyen, c'est-à-dire un homme clé du système Kadhafi. Il est secondé par Abdelhafed Ghoga, un avocat et militant des droits de l'homme, qui selon le *Monde* lui est ouvertement hostile. Le 2 avril, devant les tensions internes qui déstabilisent le comité, le porte-parole, Moustapha Al-Gueriani annonce la création d'une équipe de crise de

10 spécialistes, de libyens revenus de l'étranger avec « leur savoir-faire. Le conseil devenant désormais l'organe législatif » toujours selon *Le Monde* du 5 avril, qui présente aussi le « ministre des finances » de ce nouveau conseil, Ali Tarhouni, professeur d'économie aux USA, où il vivait depuis trente-cinq ans jusqu'au mois dernier. C'est un partisan de l'ultra-libéralisme, et sa présence aux finances est un signe clair de l'orientation économique et sociale du groupe de Benghazi.

A la tête du nouveau comité, il y a désormais Mahmoud Jibril. C'est un homme d'affaires déjà présent dans l'ancien comité. Toujours selon le *Monde* « C'est lui qui, avec Ali Al-Essawi, ancien ambassadeur, et désormais ministre des affaires étrangères, avait rencontré le président Sarkozy, le 11 mars à Paris ».

En charge des affaires militaires, on trouve le général Abdel Fatah Younés, ancien ministre de l'Intérieur, présent aux côtés de Kadhafi depuis 1969 et le putsch ayant abattu la royauté. Il dispose de soldats spécialement entraînés par les SAS britanniques, et des commandos français, probablement le 13^{ème} RDP, ce qui au regard de l'incompétence militaire des « chebbabs » lui donne de fait un avantage sur le terrain, et donc un avantage du point de vue politique.

Depuis la semaine dernière, les USA ont reconnu que la CIA « coordonne » les mouvements des « rebelles » sur le terrain. L'homme de l'agence se trouve être Khalifa Hifter. Son arrivée à Benghazi est d'abord relayée par la chaîne *Al-Jazeera*, le 14 mars. Sans faire référence à son appartenance à la CIA, le *Daily mail* fait son éloge le 19 mars. Enfin le chef de guerre est interviewé par *ABC news* le dimanche soir suivant. Dans *Manipulations africaines*, un ouvrage publié par *Le Monde diplomatique* en 2001, son histoire est relatée. Cet ancien colonel de l'armée de Kadhafi est capturé au Tchad, en 1987, au cours d'une action militaire qui échoue.

A l'époque les USA soutiennent le président tchadien Hissène Habré déstabilisé par une rébellion soutenue par la Libye. A la suite de sa capture Hifter apparaît comme membre du FNSL (Front National du Salut de la Libye) le principal groupe anti-Kadhafi, soutenu par la CIA. Puis il organise sa propre milice, la force Haftar qui disparaît avec la chute de Habré, renversé par Idriss Déby en 1990 avec le soutien de Paris. Au début des années 1990 Hifter s'installe tranquillement en Virginie, à moins de dix kilomètres du QG de la CIA à Langley. Aucun des médias qui ont publié des articles à son sujet n'a jugé utile de mentionner ces informations accessibles sur internet, n'y a-t-on de se demander comment un militaire libyen a pu s'installer et vivre aux USA, alors que la Libye subissait embargo et représailles militaires à la suite de l'attentat de Lockerbie. Personne ne s'est non plus demandé comment il est arrivé à Benghazi.

Le cas de Benghazi demande à ce qu'on s'y attarde encore un peu, notamment pour l'implication de la France dans la constitution de la rébellion de membres de la classe en partie au pouvoir. Le 23 mars dernier, Franco Bechis, un droitiste proche de Berlusconi, publie dans son quotidien *Libero*, un article où il accuse Sarkozy d'avoir orchestré la révolte Libyenne. Ce journaliste est connu pour sa démagogie, et il a déjà eu recours à la calomnie et au mensonge face à ses adversaires. Pourtant, dans le cas présent, ses sources sont vérifiées, il

s'agit essentiellement de *Maghreb Confidential* un portail français de dépêches de l'intelligence économique, et de *Jeune Afrique*. On découvre dans ces sources des publications de l'automne dernier qui constituent des clés intéressantes pour comprendre l'implication française dans la guerre qui a débuté le 19 mars.

On découvre notamment la fuite d'un homme, Nouri Mesmari, chef du protocole de Kadhafi, réfugié à Paris avec sa famille. Ainsi le 21 octobre, *Maghreb Confidential* écrit que Mesmari est « présentement à Paris après une escale en Tunisie [sic]. Normalement, Mesmari ne quitte pas son patron d'une semelle, et donc des bruits courent qu'il pourrait avoir rompu ses relations de longue date avec le dirigeant libyen ».

Maghreb Confidential explique le 18 novembre que Mesmari serait venu au prétexte d'une opération médicale en France, après l'arrivée de sa femme et de sa fille à son hôtel à Paris, « il a été perdu de vue . Mesmari qui voulait prendre sa retraite est l'un des plus proches collaborateurs de Kadhafi et connaît parfaitement tous ses secrets ». A la même date le portail fait état des pourparlers entre opérateurs français et américains du marché du blé, dont des représentant de Cargill et de France export-céréales et les moulins d'Etat libyens. Cette visite initialement prévue en octobre avait été annulée au prétexte des grèves dans les terminaux pétroliers français. A propos de cette visite Bechis écrit : « sur le papier il s'agit d'une mission commerciale française pour essayer d'obtenir à Benghazi de juteux contrats. Mais dans la délégation se trouvent des militaires français déguisés en hommes d'affaires. A Benghazi ils vont rencontrer Abdallah Gehani, un colonel de l'aviation libyenne ».

Encore une fois on peut douter de la posture de Bechis, pourtant cette information se révèle crédible quand on la croise avec une autre. La France et la Grande Bretagne ont signé le 2 novembre 2010 des accords qualifiés de « sans précédent sur la défense et la sécurité » selon le site officiel de l'armée de l'air. Toujours sur le site de l'armée de l'air on peut lire : « L'opération franco-britannique *Southern Mistral* qui s'inscrit dans le cadre de ces accords devrait se dérouler du 21 au 25 mars 2011 sur plusieurs bases aériennes françaises. A cette occasion les forces françaises et britanniques effectueront des missions aériennes de type COMAO (missions aériennes combinées) et un raid aérien spécifique (*Southern Storm*) en vue de délivrer une frappe conventionnelle à longue distance ». L'opération a été annulée le 19 mars et s'est transformée en une campagne franco-britannique de bombardement de la Libye.

Le 28 novembre un mandat d'arrêt international est lancé par la Libye à l'encontre de Mesmari sous la fausse accusation de détournement de fonds. Le lendemain la police française le place en garde à vue, où il fournit de nombreuses informations au renseignement français, notamment sur des contacts de l'opposition tunisienne et sur le potentiel de retournement de dirigeants militaires libyens. Le 9 décembre *Maghreb Confidential* relate que « craignant pour sa vie, il a demandé l'asile politique aux autorités françaises ». Pendant ce temps en Libye, Kadhafi comprend ce qui se passe, il fait confisquer les passeports de plusieurs fonctionnaires, dont le ministre des affaires étrangères Moussa Koussa, qui a fui la semaine dernière à Londres. [re-sic !]. Moussa Koussa est lui aussi partisan des réformes ultralibérales en Libye, *Libération* du mercredi 6 avril indique qu'Obama a levé toutes les

poursuites internationales à son encontre, et qu'il collabore étroitement avec Scotland Yard, mais il est évident que sa collaboration avec les britanniques va plus loin.

Le 15 décembre la cour d'appel de Versailles fait libérer Mesmari qui vit depuis sous la protection du gouvernement français. Le 23 décembre il reçoit à son hôtel (Concorde Lafayette) Farj Charrani, Fathi Boukhris et All Ounes Mansouri, membres du mouvement anti-Kadhafi du 17 février à Benghazi. Le 27 janvier, *Maghreb Confidential* écrit : « Le général Aoudh Saati, chef du service de renseignement dans l'Est de la Lybie (Benghazi), une région historiquement rebelle, a reçu l'ordre d'écraser toute manifestation de solidarité avec la révolution tunisienne. [...] Plusieurs officiers ont été arrêtés, dont le colonel des forces aériennes Abdallah Gehani », celui-là même qui avait rencontré les « marchands de blé » du mois de novembre.

Enfin, c'est de cette ville, Benghazi, que Bernard Henri-Lévy téléphonera à Nicolas Sarkozy en mars, « en tant que citoyen » comme il le dit dans son propre journal *Le Monde*, pour dit-il, « éviter un horrible massacre ». Il n'expliquera pas comment et pourquoi il est arrivé à Benghazi, et en quoi, juste après l'appel du CNT à l'intervention militaire française, il a joint sa voix à celle de ceux qui ont à plusieurs reprises au cours des mois précédents, été en contact étroit avec les réseaux diplomatiques et de renseignement français.

La révélation de ces informations, qui plus est par un journaliste proche de Berlusconi, oblige à les analyser au regard de la dégradation des relations entre Paris et Rome sur la question libyenne, cette ancienne colonie italienne.

En août 2008, à Benghazi, Berlusconi et Kadhafi signaient ensemble un traité de coopération et d'amitié entre leur deux Etats. Celui-ci créait une relation commerciale étroite, une politique de contrôle et de chasse aux immigrés conjointe, ainsi que le versement de 5 milliards d'euros au titre de dédommagement des 32 ans d'occupation italienne de la Libye, de 1911 à 1943. En décembre dernier, au sujet de la visite, à la suite des « marchands de blé », de grandes banques françaises (La société générale et le Crédit agricole), ainsi que de représentants de Thales, *Maghreb Confidential* analysait : « Les firmes françaises sont déterminées à grimper dans la hiérarchie des partenaires commerciaux de la Libye. L'Italie est actuellement numéro un, avec la Chine arrivant en deuxième position et la France loin derrière au sixième rang. ». 80% du pétrole italien est importé, 25% provient de Libye, la multinationale pétrolière italienne ENI bénéficie, grâce à l'accord de 2008 d'accès avantageux au pétrole libyen.

Par ailleurs, le système bancaire italien a été sauvé du désastre du krach de septembre 2008 (suite à l'effondrement de Lehman Brothers) par un apport en capital du fonds d'investissement public libyen LIA. La LIA a développé sa présence dans l'économie italienne, elle détient 7.5% de la banque Unicredit, 2% du groupe de défense et d'aérospatiale Finmeccanica, des participations dans FIAT et dans d'autres secteurs, comme les clubs de football. Aussi, l'agitation ouvrière et populaire libyenne avait toutes les raisons d'inquiéter Berlusconi, mais la déposition à venir de Kadhafi, et l'intervention militaire d'autres nations, en concurrence économique avec l'Italie, l'ont obligé, au dernier instant (c'est-à-dire le 28 février) à dénoncer son traité d'amitié, et à tenter de prendre la meilleure place possible au

sein de la coalition. Le 28 février donc, l'agence de presse ANSA annonce que le premier ministre italien Franco Frattini a pris contact avec le conseil national libyen et dénonce le traité d'amitié liant les deux états. Vingt jours plus tard l'espace aérien et les bases italiennes servaient la logistique de la machine de guerre occidentale. La marine italienne et son aviation participe à l'opération, et la flotte mouille en partie au port de Benghazi.

Mais, et cela n'a pas échappé à la presse française, la tentative franco-anglaise de prendre le leadership des opérations, en lançant la campagne de bombardements sans attendre la coordination des différents états-majors militaires, a agacé Rome, au point qu'il y a une semaine Franco Frattini (ministre des affaires étrangères) menaçait de fermer son espace aérien aux forces alliées si le commandement n'était pas intégralement transféré à l'OTAN. Cette information a notamment été relayée par l'agence de conseil en sécurité Stratfor. Une réunion de quarante ministres des affaires étrangères a aplani provisoirement ces rivalités, présentée dans la presse (*Libération* et *Le Monde*) comme le sommet de l'après-Kadhafi, comprenez, le découpage du gâteau libyen. Le commandement de la guerre par l'OTAN demeure tout de même américain, puisque le général commandant l'OTAN est l'amiral américain James Stavridis.

C'est dans ce contexte qu'est paru l'article de Franco Bechis dans le *Libero*, il révèle la volonté politique d'affaiblir la position de Sarkozy, dont on prétendait montrer dans les médias qu'il était aux yeux des libyens, le protecteur de leur révolution, entendons plutôt l'acolyte des nouveaux prétendants au pouvoir en Libye. L'information en France s'est retrouvée pour l'instant reléguée sur les sites internet tel rue 89 ou wsws (un site trotskyste), mais à ma connaissance, pas une fois à la une ou dans les colonnes d'un grand quotidien.

Un autre aspect des rivalités impérialistes autour de la guerre en Lybie concerne la confrontation croissante entre les USA d'un côté et la Chine et la Russie de l'autre. Les chinois sont depuis dix ans à la conquête des marchés et des ressources sur la planète, particulièrement en Afrique. L'année dernière la Chine importait 11% du brut libyen (150 000 barils par jour), ses entreprises mènent sur place des campagnes de prospection, et une cinquantaine de contrats pour un montant de 18.8 milliards de dollars étaient menacés par la campagne de bombardement selon les déclarations d'un porte-parole du ministère du commerce chinois le 22 mars. Juste avant l'intervention alliée, au moment où les troupes de Kadhafi reprenaient le pays en main, Pékin annonçait son grand retour en Lybie comme imminent. Au début de l'insurrection, les militaires chinois ont fait évacuer 36.000 de leurs ressortissants qui travaillaient en Lybie à bord d'avions cargos et de bateaux militaires. Présentée dans un premier temps comme une nécessité humanitaire, la présence de la marine de guerre chinoise en méditerranée est désormais justifiée par le général Ji Mingkui comme une manière de « répondre aux exigences de protection de nos intérêts à l'étranger par d'autres moyens », c'est-à-dire la guerre.

Présente massivement en Algérie, au Soudan et au Tchad, la Chine ne semble pas décidée à se laisser damer le pion par les européens et le militarisme étasunien. La présence militaire américaine dans les pays musulmans (100.000 soldats en Afghanistan, 50.000 en Irak, bombardements quotidiens au Pakistan, verrouillage militaire de la péninsule arabe)

et les risques d'une attaque militaire contre l'Iran (prochaine étape selon le quotidien néoconservateur canadien le *National Post*) ont obligé Pékin à commencer à déployer ses forces militaires autour de ses voies commerciales, et d'une région où la présence militaire américaine est devenu inacceptable pour une puissance économique comme la Chine.

La Chine, comme la Russie, partagent avec les autres puissances impérialistes le souci de supprimer la vague révolutionnaire du monde arabe, car elles craignent que des troubles prolongés perturbent l'approvisionnement mondial en pétrole, mais aussi ne se propagent à leur propre population. Chaque année en Chine des milliers de soulèvements populaires sont réprimés, sans qu'on en fasse écho dans les médias occidentaux. Mais quand les américains et leurs alliés ont commencé à parler de faire tomber Kadhafi, c'est-à-dire d'aller au-delà de la résolution 1973 de l'ONU, chinois et russes ont commencé à critiquer l'intervention. Ainsi le 22 mars, le *People's Daily*, journal officiel du Parti Communiste Chinois, écrivait : « L'expérience historique a montré qu'une intervention humanitaire n'est qu'un prétexte à une intervention militaire dans les affaires intérieures d'un autre pays. Ils affirment être motivés par des raisons morales, mais en fait ils sont poussés par des intérêts politiques et économiques étroits ». Bien sûr, cela les dirigeants chinois le savaient bien avant les déclarations alliées sur le changement politique des dirigeants libyens.

Les derniers jours ont vu poindre ce à quoi il fallait s'attendre, la propagande commence à préparer l'opinion à des opérations terrestres. Les quotidiens français comme le *Monde* et *Libération* ont fait plusieurs reportages où ils présentent l'incompétence et la désorganisation des forces « rebelles », et où les militaires français expliquent que les bombardements ne suffisent pas, notamment lorsque les opérations ont lieu dans les villes. De même le général Edouard Guillot chef d'état-major français prévenait le 26 mars que les opérations allaient durer longtemps : « Je doute que ce soit en jours. Je pense que ce sera en semaines. J'espère que ce ne sera pas en mois. ».

Le service d'information russe RIA a annoncé que les services du renseignement russe ont appris que des préparatifs étaient en cours pour des opérations terrestres des USA et de l'OTAN, et qu'ils pourraient débuter fin avril début mai. Les russes s'apprêtaient il y a quelques semaines à livrer à Libye de la DCA de nouvelle génération, des avions de chasse, et qu'un contrat militaire de 2 milliard de Dollars était en cours. Fin mars, en visitant une usine de missile balistique, Poutine a critiqué l'intervention occidentale et annoncé le doublement de la production de missiles balistiques à partir de 2013.

La guerre qui vient de débuter en Libye nous rappelle qu'on n'en a pas fini avec le colonialisme, et que la rivalité économique entre puissances capitalistes aboutit toujours à la guerre. L'absence d'opposition à l'agression française en Libye est inacceptable et nous devons tout faire pour que l'information sur les causes et les enjeux de cette guerre soient connus de la population, tout autant qu'il est urgent d'organiser des manifestations pour s'y opposer. Alors que le capitalisme mondial est dans la crise la plus grave de son histoire, que les plans d'austérité se multiplient et entraînent mécontentement et pauvreté, les dirigeants n'hésitent pas à recourir à la violence armée à l'extérieur et à des politiques racistes et liberticides dans leurs territoires. Les classes populaires n'ont aucun intérêt dans cette guerre

de capitalistes, pire, les conséquences internationales et intérieures de ce nouveau conflit, c'est elles qui les paieront, comme elles ont déjà payé la faillite du système bancaire. La frénésie guerrière de nos dirigeants nous mène vers la barbarie, et ce ne sont les Bernard Henri Lévy et autres philosophes de bas-étages qui nous feront croire que Sarkozy est devenu soudainement le champion de l'internationalisme et le sauveur des révolutions.

Nous devons dès aujourd'hui nous rassembler pour dire non à la guerre, non à l'Etat et à ses laquais politiques, et oui à la coopération pacifique des peuples du monde entier. La fin des dictatures et des guerres, passe par un contrôle populaire des ressources et de leur usage. C'est la seule alternative à la barbarie impérialiste qui une nouvelle fois, n'hésitera pas à nous entraîner dans les souffrances de la guerre, fût-elle mondiale.